

Réunion CCRE – Intergroupe URBAN-Logement le 12/06/07
**« les dynamiques urbaines rurales – vers une gouvernance territoriale
intégrée »**

**Table ronde : Avons-nous les bons cadres et les bonnes politiques pour une
gouvernance territoriale intégrée ?**

**Trame d'intervention de Jean-Paul Denanot – Président du réseau Rural-
Innova, Président du Conseil Régional Limousin**

Mesdames Messieurs,

Je vais tenter de répondre à la question qui nous est posée aujourd'hui « Avons-nous les bons cadres et les bonnes politiques pour une gouvernance territoriale intégrée » et je vais tenter de tracer des perspectives avec une double vision :

- Ma vision de Président d'un réseau Européen « Rural Innova », réseau de réflexion sur les nouvelles perspectives de développement rural
- Ma vision de Président de Région du Limousin chargé de la mise en place de la politique régionale.

Mais tout d'abord, je souhaite affirmer mon intérêt pour votre réflexion sur les dynamiques urbaines et rurales. Je crois qu'il n'y a pas opposition entre les territoires ruraux et urbains mais qu'il existe des complémentarités et des synergies à développer entre les territoires. Je crois que nous avons des espaces ruraux une vision historique de production et de « culture » agricole alors que nous devons développer une vision dynamique d'espace de service, d'espace de vie, d'espace de projets en tous genres et d'espaces de valorisation de ressources naturelles qui vont devenir de plus en plus rares et chères et qui vont redonner une nouvelle modernité et une nouvelle dynamique aux espaces ruraux.

Il est vrai que depuis la 1^{ère} guerre mondiale, les territoires ruraux Européens ont servi, au niveau démographique, de variable d'ajustement pour développer l'emploi dans l'industrie, ou les services en zone urbaine – Il est vrai que pendant cette période dans certaines régions Européennes, les « meilleurs » partaient à la ville pour « réussir » et les plus « mauvais » restaient à la campagne – Il est vrai que les territoires ruraux vieillissent mais cela représente une opportunité économique de création de nouveaux services- Enfin il est vrai que les zones rurales de l'UE souffrent aujourd'hui d'une image traditionnelle vieillissante, d'une culture agricole souvent trop omni-présente alors que l'agriculture comme la ruralité Européenne développent aujourd'hui des compétences, des technicités, des perspectives qui allient tradition et modernité.

C'est dans cet esprit que nous avons développé dès 2003 un réseau Européen de 15 régions rurales Européennes nommés « Rural INNOVA ». L'objectif de notre réseau n'étant évidemment pas de faire une opposition Rural/Urban mais au contraire de développer une réflexion globale sur le développement rural intégré que nous avons nommé « RURAN » en image au programme d'initiative communautaire nommé « URBAN ».

Notre réseau est né du constat suivant. Au niveau communautaire comme souvent au niveau des Etats-membres, le « développement- rural » est considéré comme un « sous-produit » de la politique agricole (2nd pilier de la PAC) et non comme un réel objectif politique de développement et d'aménagement équilibré du territoire. Cet objectif politique est pourtant affirmé dans les déclarations politiques internationales de Cork ou de Salzbourg mais ils ne se traduit pas concrètement dans les faits et dans les décisions financières. Le paquet budgétaire adopté pour la période 2007/2013 à par exemple sacralisé le 1^{er} pilier de la PAC aux dépens des autres politiques Européennes plus intégrées que sont

la politique régionale(FEDER & FSE) et la politique de développement rural 2ème pilier de la PAC. MmeFischer-Boel , commissaire Européen chargée de l'agriculture et du développement rural, plaide maintenant pour une modulation progressive du premier pilier de la PAC vers le second pilier. L'idée est généreuse, mais c'est sans compter le poids des lobbys Européen qui vont protéger leurs budgets, et c'est sans compter sur un règlement Européen de développement rural qui pour l'instant est très restrictif en terme de mesures finançables.

Concernant notre réseau «Rural Innova », nous en sommes arrivés aux conclusions suivantes :

- Le développement rural doit combiner des objectifs de compétitivité et d'attractivité des territoires. Cette politique n'existe pas aujourd'hui et elle ne doit pas être réfléchié en opposant développement agricole et développement rural. Nous avons besoin d'une politique et d'une économie agricole forte au niveau Européen. L'agriculture fait partie des richesses de la ruralité – Mais la ruralité aujourd'hui, c'est beaucoup plus que l'agriculture.

- Les territoires ruraux sont vecteurs de croissance et d'innovation

Les territoires ruraux disposent d'un fort potentiel d'innovation et de développement en terme d'emploi et de développement durable – Ces territoires représentent 40% de la population et 80% de l'espace Européen. « l'ESPACE » constitue un avantage concurrentiel face aux nouveaux besoins de la société, le réchauffement climatique ou la réduction des ressources naturelles par exemple. Le faible coût de « l'ESPACE » constitue une opportunité indéniable des territoires ruraux vecteur de croissance et d'aménagement du territoire. Le développement des nouvelles technologies et des infrastructures rapproche les problématiques, les complémentarités et les potentialités de développement des

espaces ruraux comme des espaces urbains. La politique d'accueil développée en Limousin est le symbole de cette complémentarité.

Mais pour se développer les territoires ruraux ont des besoins spécifiques :

- Le **développement rural** doit s'inscrire pleinement dans la stratégie de la **politique régionale** et bénéficier d'une **péréquation** plus large pour tenir compte du coût plus élevé des investissements et à la plus faible rentabilité des équipements. La politique de développement des territoires ruraux doit comporter au même titre que la politique régionale des volets infrastructures, technologies ou services. L'accueil de population et le développement d'activités doivent être intégrés dans cette politique transversale
- Le développement rural doit passer d'une logique de soutien et d'assistance à une logique d'anticipation et d'innovation.

Face à ces constats et propositions, notre réseau Rural Innova a fait plusieurs propositions et revendications que je vous présente :

A court terme :

- La poursuite de la coopération interrégionale en particulier concernant le transfert d'expériences dans le domaine de la diversification économique et de la création d'emplois
- La plus grande synergie entre les différents instruments financiers Européens (FEDER, FEADER, FSE) au service d'une politique régionale intégrée
- La demande d'une modulation volontaire des aides du 1^{er} pilier vers le second pilier de la PAC au service d'une réelle politique de développement rural.

A moyen terme :

- Notre réseau demande un **renforcement des moyens, des ambitions et de la solidarité** au sein de l'UE à 27 afin de développer l'objectif de cohésion territoriale au niveau Européen.

- Nous demandons la création d'un instrument financier spécifique en faveur du développement rural intégré pour sortir la problématique rurale de la politique sectorielle agricole et mettre en place une approche globale comprenant des Infrastructures , équipements, services accueil et innovations (politique de lutte contre le réchauffement climatique...).

Concernant la question posée à cette table ronde, la réponse de notre réseau est que nous n'avons pas les bons cadres et les bons outils pour une gouvernance territoriale intégrée. La PAC et son instrument financier le FEADER théoriquement au service du développement rural sont historiquement des outils au service d'une politique sectorielle et garde cette dimension. Nous avons besoin d'un autre outil au service d'une politique de cohésion et d'aménagement du territoire.

Est-ce que l'outil financier en faveur d'une gouvernance territoriale intégrée peut-être le même entre les zones rurales et urbaines ? Ce n'est pas la réponse qu'a donné notre réseau rural Innova, mais à la réflexion en tant que Président de Région j'aurai tendance à penser que Oui. Nous avons besoin de renforcer une approche globale au sein de la politique régionale qui n'oppose pas les territoires ou les secteurs d'activité, et nous avons besoin de renforcer la cohésion et la péréquation au sein des territoires avec un l'outil de la politique régionale et avec une gouvernance qui rapproche l'ensemble des acteurs des territoires.

La démarche LEADER a sur ce point un intérêt de définir et de mettre en place une démarche concertée entre les acteurs socio-économique , territoriaux et politique. Mais elle a des limites dans la mesure où elle ne concerne pas tous les territoires Européens et qu'elle n'est pas applicable aux zones urbaines.